

REUNION TOUT AUTRE CHOSE 25 FEVRIER 2015

TAFTA : traité transatlantique

Laura : observatoire des Lobbies Européens (CIO)

Le CIO observe les liens entre les lobbies et l'UE : sécurité alimentaire, climat, TTIP.

Les deux aspects controversés sont :

- mécanisme de résolution des conflits entre privé et état (tribunaux d'arbitrage) : un investisseur privé peut mettre en justice un état devant une cour privée : absence de transparence : état, investisseur et juge. Les coûts sont très élevés pour les gouvernements, communauté d'arbitres très fermée, liens avec les entreprises et le monde académique. Ex : Moratoire sur gaz de schiste : Canada a été amené en justice pour absence de profits à venir. On a mis en place ces tribunaux privés sous le prétexte de justices faibles et corrompues dans certains pays. Certains pays ont refusé de signer ces tribunaux privés, d'autres en sortent. Au niveau européen, 89% de la population est contre ce mécanisme. Il est question de réformer ce mécanisme, mais non de l'enlever. Des académiques, des entreprises et des syndicats s'opposent.
- Coopération réglementaire : il y aura un conseil qui aura un droit de vue sur les parlements européens et américains. Le texte parle de procédures permettant à des entreprises des initiatives législatives. Pour l'échange d'informations scientifiques (OGM, nano particules) : risque de la perte du principe de précaution. Les positions des entreprises sont les mêmes en Europe et USA : grandes entreprises contre petites entreprises. Les entreprises demandent à coécrire des lois. Il risque d'y avoir une compétition de lois et le plus petit commun dénominateur risque de passer.

Le CIO interpelle fréquemment la commission européenne. Il y a beaucoup de campagnes en Europe de l'ouest, mais il y a aussi des campagnes en Europe de l'est.

Le CIO réalise des rapports, des vidéos, des débats au parlement européen, des traductions. Les associations sont bien coordonnées pour mener des actions : occupations, lobby tours... Il y a beaucoup d'acteurs : syndicats, groupes d'agriculteurs, de citoyens....

La prochaine étape est le 18/04 : actions et manifestations contre le libre échange (avant la 9^{ème} session). Le TTIP devrait être clôturé pour fin 2015, mais c'est loin d'être sûr, le T party est contre le TTIP.

Dans la commission commerce, il y a de moins en moins de juristes et de plus en plus d'économistes. Les juristes sont très libéraux. Les négociateurs sont très libres d'action. Le but du TTIP est de créer de l'emploi et de sortir de la crise.

Aux USA, les secrets de commerce ne peuvent être diffusés (risque de peine de prison). On n'a pas la position américaine. On ne connaît pas le contenu des négociations. Au niveau du parlement européen, les députés peuvent voir les textes mais ne peuvent pas prendre note ni dire ce qu'ils ont lu.

Les actions locales (communes hors TAFTA) sont-elles symboliques ou ont-elle un impact réel? Cela a un impact (effet boule de neige) : remonte du local vers des niveaux centraux. Cela crée des divisions internes et les argumentations.

ATTAC France a réalisé une cartographie des communes hors TAFTA.

A Saint-Gilles, la commune demande une mise en alerte, mais non une commune hors TAFTA.

Pour la Belgique : si elle signe, elle signe avec l'accord implicite des 3 parlements (régions flamande, wallonne et bruxelloise). Si un parlement refuse l'accord implicite, la Belgique ne pourra pas signer le TTIP.

En Europe la place des lobbies est différente qu'aux USA. Cela rajoute à l'opacité au niveau européen : entreprises, relations publiques,...

Les experts scientifiques ne risquent-ils pas d'être remis en question par le TTIP ? Pour les produits chimiques, il y a reconnaissance mutuelle. Par exemple dans les cosmétiques : il y a 1000 produits interdits en Europe et 13 aux USA : les produits interdits pourront être vendus en Europe, mais il sera noté que ces produits ne sont pas dans les normes européennes. Les cosmétiques avec produits interdits seront vendus moins cher.

Les Européens ne parlent pas d'une seule voix : bisphénol A interdit en France, mais pas dans les autres pays européens. En Europe, on propose une réglementation pour l'ensemble des perturbateurs endocriniens, ce que refusent les USA qui traitent de chaque produit indépendamment. Les avancées de la santé publique peuvent se fracasser.

Pour le moment, il y a une exception culturelle.

Les tribunaux d'arbitrage ne fonctionnent que dans un sens : les entreprises peuvent saisir les états mais pas l'inverse.

Le TTIP fait reculer l'éthique, c'est le plus fort qui gagne.

Le TTIP n'est pas simplement un problème Europe contre USA, mais est bien plus complexe.

Pourquoi les gens sont-ils si peu informés sur le TTIP : on n'avait pas accès aux textes, le commerce n'est pas un sujet sexy. Mais le monde académique et les citoyens commencent à en parler. Les parlementaires allemands ont droit au texte et il y a beaucoup de débats publics et de manifestations. Le plus grand déficit est de comprendre ce que le TTIP provoque dans le quotidien des gens (gaz de schiste, cosmétiques, protection des données sur internet...).

A-t-on besoin du TTIP ? Les barrières douanières n'existent quasi plus. Certaines législations sont incompatibles (pas de principe de précaution aux USA).

Saint-Gilles

Au niveau de Saint-Gilles : on a rencontré un conseiller écolo de la commune de Saint-Gilles qui a fait adopter une motion par la commune : alerte et réserves par rapport au TTIP. Les écologistes sont dans l'opposition. Ils sont prêts à nous fournir des documents mais les écologistes sont bloqués. Nous pourrions faire une campagne de communication. On peut faire des interpellations citoyennes

dans le conseil communal. Les interpellations citoyennes sont un outil intéressant. Quand un thème communal intéresse une partie de la population, on peut faire une intervention de 5 minutes qui ne porte pas sur l'ordre du jour. Ces interpellations fonctionnent bien quand il y a une mobilisation sur place.

On a une motion « réserve sur le TPIP » pour la commune. On voudrait aller vers une zone hors TAFTA. Comment y arriver ? Il faudrait une pression sur le PS. A Molenbeek, le projet zone hors TAFTA a été soutenu par des élus du PS. Pour Saint-Gilles, il faudrait approcher le PS. Mais il faut un rapport de force.

L'action doit-elle partir du niveau régional ou communal ? Les deux peuvent se développer en parallèle. Saint-Gilles pourrait démarrer l'action. On y retravaille après la parade.

Parade 29 mars

On a des tracts et des affiches. Il faut mobiliser : marchés. Le crowd funding a rapporté 2000 € pour l'instant. Le réseau personnel est très important. On peut aussi faire des actions collectives. Parler est important. Sur loomio, on fera un planning pour les marchés. Il faut recenser les lieux pour les dépôts de tracts.

Décisions :

Planning des marchés

Samedi 28/02 (Parvis) Marguerite, Philippe, Raphaëlle

Dimanche 1/03 (Parvis)

Lundi 02/03 (Van Meenen) Florence et Bernadette, Elodie

Jeudi 05/03 (Parvis) Philippe, Estelle

Samedi 07/03 (Parvis) Fabrice Loïc et Paul

Dimanche 08/03 (Parvis) Bastien

Lundi 09/03 (Van Meenen) Valérie, Marguerite

Jeudi 12/03 (Parvis)

Samedi 14/03 (Parvis) Paul

Dimanche 15/03

Stand : table en bois léger. On mettra notre stock et la table au Piano Fabriek.

Lieux pour affiches et tracts

On mettra une liste sur loomio.

Organisation du groupe

Détermination du modérateur, du rapporteur et de l'ordre du jour.

On peut construire l'ordre du jour. Le modérateur synthétise.

Chez podemos, le rapporteur devient le modérateur la fois suivante. Le rapporteur commence l'ordre du jour.

Il est important que le modérateur et le rapporteur changent. On se base sur la volonté de chacun et on n'impose pas.

Il faudra redemander une salle pour après le 15 mars (demande par mail).

Les informations loomio seront envoyées aux personnes présentes à la réunion. On a aussi une mailing list : locale-stgilles@toutautrechose.be

Décision

Loïc veut bien rapporter le 16 mars. Le modérateur sera Florence. Elle commencera l'ordre du jour.

Divers

Un petit groupe s'est déjà rencontré une fois sur les questions gouvernementales et voudraient travailler certains sujets : monnaies locales, coopératives. Ce groupe a rencontré quelqu'un qui peut faire un atelier (gratuit). Il propose ce projet à la locale de tout autre chose.